

TOURISME À ORAN

Insécurité, monuments historiques délaissés  
et manque de savoir-faire

«Oran doit devenir la locomotive de la destination Algérie en matière de tourisme !» Telle était, il y a un mois de cela, la déclaration du secrétaire d'Etat au tourisme, Mohamed Amine Hadj Saïd, lors de sa visite à El Bahia. Oran recèle, effectivement, des potentialités à même de faire d'elle une wilaya pilote dans le tourisme national, mais aussi dans le tourisme d'affaires. Mais y a-t-il une véritable culture touristique à Oran ? Avoir du potentiel implique forcément le savoir-faire et des conditions optimales à même d'assurer un tourisme de qualité.

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - Avec 3 établissements de catégories 5 étoiles, Oran est la wilaya la mieux lotie en infrastructures touristiques de toute la région ouest du pays. Un autre hôtel, de catégories 4 étoiles, ouvrira, dans moins d'un mois, dans cette wilaya qui compte également un Best Western et un Ibis. A cela, 47 nouveaux projets à même de booster l'activité touristique, sont sur le point d'être finalisés, ce qui aura pour effet, immanquablement, d'assurer à la wilaya un certain confort pour l'accueil des estivants, qu'ils soient étrangers ou nationaux.

Toutefois, est-ce assez pour faire d'Oran une ville «touristique» proprement dite ? Les spécialistes pensent au contraire que beaucoup reste à faire. «Il ne suffit pas, en effet, de construire des 5 étoiles, pour que de facto, on voit arriver un flux conséquent de touristes ! Il faut que tous les secteurs soient mis en branle en vue d'améliorer l'image de la wilaya.

Ce ne sera qu'à partir de là qu'on pourra compter sur la venue massive de touristes !», nous dira un spécialiste du secteur du tourisme. Ceci sans oublier un détail et pas des moindres : la prestation de services, jugée très moyenne pour ne pas dire médiocre, du moins chez bon nombre d'opérateurs du tourisme (restaurants, complexes touristiques) où l'accueil et la prestation sont peu professionnels. Beaucoup d'autres insistent aussi et surtout, sur le volet sécuritaire indispensable pour garantir à la wilaya une image touristique. «Comment voulez-vous ramener des touristes, si on n'assure pas à ces derniers de sortir leur appareils photos, de peur de se faire agresser ? Dans une véritable ville touristique, le touriste se sent comme chez lui, et cela à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit, ce qui est loin d'être le cas ici !» nous fait remarquer le directeur d'un hôtel.

Effectivement, la vie nocturne étant quasi inexistante, le touriste,

quand bien même il séjournera dans un hôtel 5 étoiles, se verra, dépassé un certain horaire, dans l'obligation de ne pas quitter sa chambre. Aussi, en dépit de ses 5 étoiles, l'hôtel de luxe ne sera, ni plus ni moins, qu'un hôtel « dortoir ». Certes, avec la mise en service du tramway, le transport nocturne, du moins pour certaines artères de la ville, est assuré jusqu'à 23h30, «mais pour aller où ?» se demanderont certains. «Hormis quelques bars et quelques restaurants, qu'y a-t-il à faire à Oran, pour un touriste, à 23h ?».

Certes, il reste la corniche, avec ce qu'elle peut receler comme boîtes de nuit et de cabarets. Mais ce sont là des établissements, comme nous l'ont expliqué certains, «fréquentés surtout par les Algériens, et non par les touristes étrangers !» Au centre-ville, à partir de 21h, les rues se vident, et les boutiques baissent rideau une à une, rendant de fait le décor de la ville à la fois terne et ennuyeux. Concernant les sites historiques qu'offre la wilaya d'Oran, là encore, la sécurité ainsi que les commodités, font défaut. Exemple patent : la fameuse randonnée vers Santa Cruz, celle qui se tient le 1<sup>er</sup> mai de chaque année, a été cette année modifiée vers un autre itinéraire, et cela pour des raisons sécuritaires. Si on ajoute à cela qu'aucun moyen de transport ne se propose de

desservir le Fort espagnol, Santa Cruz, on en conclura que les sites proprement touristiques de la ville ne sont pas du tout mis en relief, ou tout au moins, sont très mal exploités. Un autre phénomène vient s'y ajouter : la décadence d'un certain patrimoine, propre à Oran.

A Sidi El Houari par exemple, les habitations sont dans un état de plus en plus lamentable, et cela en dépit de l'alerte donnée par bon nombre d'associations. «Il faut sauver Sidi El Houari», tel était le cri de détresse de nombreux citoyens oranais qui, via les associations, ont tenté de sensibiliser tout un chacun sur la nécessité de sauver ce patrimoine, dont Oran peut se targuer. Heureusement, la wilaya peut compter sur le tourisme national.

Oran étant connue pour être une ville festive, les Algériens viennent de toutes les wilayas pour y séjourner et tenter, plus ou moins, de décompresser. «Oran, c'est la ville du raï, la ville de cheb Khaled, dira un jeune Constantinois. Quand je viens ici, je me ressource et prends du recul sur tout. Les Oranais étant des fêtards, je ne m'en prive pas : je fais la tournée des cabarets, jusqu'au petit matin, et personne ne vient me regarder de travers ! C'est vraiment la ville algérienne par excellence, où tout est permis !».

Une réputation qui peut faire plaisir à certains, mais qui ne suffit pas à rehausser le niveau du tourisme à Oran. Longtemps, les Oranais étaient fiers de cette appellation de ville joyeuse d'où son surnom El Bahia, mais aujourd'hui, les Oranais veulent plus qu'une ville Bahia. Ils veulent une ville propre, moderne et à la hauteur de ce tourisme qu'elle mérite tant.

Des constructions d'infrastructures touristiques ne suffisent pas à elles seules, il faut tout une politique qui suit ce schéma, sinon, Oran sera «riche» en infrastructures, mais tellement laide en matière de savoir-faire, de potentiel humain qualifié, de sécurité, de lieux de détente...

A. B.

NAÂMA  
Tentative  
de meurtre  
sur un agent  
de l'ordre

Un agent de l'ordre qui assurait la circulation routière en plein centre urbain de la ville de Naâma a échappé à une tentative de meurtre volontaire par un chauffard.

En effet, l'automobiliste qui répond aux initiales de T. J., âgé de 26 ans, a fauché l'agent en service en roulant dessus à plusieurs reprises, ce qui lui a engendré des fractures au bassin. N'étaient la solidarité de la population qui est venue en aide au policier et l'intervention rapide des forces de l'ordre, la mort tragique était certaine.

La victime a été évacuée en urgence dans un état grave à l'hôpital de Aïn Séfra où elle se trouve en observation. Quant au chauffard, il a été arrêté et mis sous mandat de dépôt peu après avoir pris la fuite, apprend-on.

B. Henine

A. B.

MOSTAGANEM

Le CTA seule alternative pour les jeunes chômeurs

La CCI Dahra a couvert une journée d'information jeudi dernier en vue de la vulgarisation du dispositif de soutien à la création de l'emploi par le contrat de travail aidé (CTA) par l'Etat.

Une initiative destinée à sensibiliser et inciter les organismes employeurs des deux secteurs, à prendre en charge des primo-demandeurs d'emploi, et à les intéresser aux mesures incitatives au recrutement, notamment par les avantages fiscaux et parafiscaux portés par les dispositifs, en sus de l'octroi partiel des salaires, dans le cadre de l'appui à la promotion de l'emploi mis en place par les pouvoirs

publics. Ce dispositif, mis en œuvre depuis l'an dernier à travers la wilaya, constitue un intéressant segment à exploiter pour la mise en place de nouveaux emplois, d'où l'intérêt de l'organisation de cette manifestation.

Des communicants des institutions concernées par la promotion et le développement de l'emploi, à l'instar des directions de la Caisse nationale des assurances sociales (CNAS), l'inspection locale du travail, l'administration fiscale, des entreprises locales, de certaines directions sectorielles, des organisations patronales, ainsi que quelques employeurs ayant opté pour ce dispositif et des jeunes recrutés dans le cadre du CTA sont venus apporter

leurs témoignages sur les avantages du contrat du travail aidé.

Le CTA a pour but le recrutement de jeunes primo-demandeurs d'emploi, notamment ceux diplômés de l'enseignement supérieur, les techniciens supérieurs, et les promus des C.F.P.A et autres instituts de la formation professionnelle.

Des aides et des mesures d'encouragement sont appuyées par l'Etat de par les contributions financières sur les salaires mensuels pendant une période de trois années.

Publicité